

Travailler ensemble à une transformation progressiste du monde

Une session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU s'est réunie à Genève, en juin 2000, pour faire le bilan des engagements pris par les chefs d'Etat lors du sommet social de Copenhague en 1995. Si les « recommandations » qui y ont été adoptées sont loin de refléter les revendications des pays les plus pauvres, la déclaration politique appelle cependant à développer « nos efforts collectifs pour améliorer la condition humaine » et à s'impliquer « en faveur du développement social pour tous dans une planète mondialisée ».

Dans le cadre des initiatives qui ont mobilisées des centaines d'ONG et des milliers de citoyens du monde entier à cette occasion, le parti communiste français a rendu publique une contribution pour le débat et l'action, que nous publions ici.

Le Parti communiste français souhaite que cette contribution permette d'engager le dialogue. Votre avis l'intéresse. Par écrit: Collectif "Initiatives pour une mondialisation de coopération" - PCF - 2 Place du Colonel Fabien - 75019 Paris. Tél: 01.40.40.12.93 - E.mail: mparmigiani@pcf.fr.

Le Parti communiste français est partie prenante des mouvements de résistance à la mondialisation capitaliste. Il propose de travailler ensemble à une transformation progressiste du monde.

C'est le sens de nombreuses contributions dont le manifeste « pour une autre Organisation Mondiale du Commerce » remis à Seattle. Il était un apport au travail collectif réalisé par tous ceux qui veulent un monde libéré de toutes les dominations; de toutes les discriminations.

Aujourd'hui - et c'est la nouveauté de la situation - des citoyens du monde entier s'invitent à toutes les tables de négociations internationales obligeant les participants à entendre leurs voix. Cette résistance et cette intervention jusque sur la définition des ordres du jour influent sur les décisions prises par les gouvernements nationaux, les instances régionales, internationales.

Avec ces milliers de forces civiques : organisations non gouvernementales, associations, syndicats, mouvements et partis politiques, le Parti communiste français saisit chaque occasion de rencontre pour engager le dialogue, construire des mobilisations, mettre en débat analyses et propositions alternatives. Cette volonté des citoyens d'intervenir dans les choix politiques met la construction d'alternatives à l'ordre du jour. Oui, plus que jamais, l'intervention des peuples peut changer la donne.

La session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU, réunie à Genève en juin 2000 : « pour le développement social pour tous à l'heure de la mondialisation », prend une importance nouvelle.

Cent quatre-vingt pays, 300 ONG et des milliers de citoyens y participent pour que les engagements du sommet social de Copenhague soient suivis d'effets.

Ce Sommet de Genève ne peut être réduit à une chambre d'enregistrement, de constats insatisfaisants concernant les engagements pris il y a cinq ans. Ceux-ci sont ambitieux puisqu'ils préconisaient la réduction de moitié de la pau-

vreté dans le monde (jusqu'à son élimination); l'instauration de l'éducation primaire universelle; la réalisation du plein emploi et l'instauration d'une société où régneraient la stabilité, la sécurité, la justice.

OU EN EST-ON AUJOURD'HUI ?

Non seulement ces objectifs n'ont pas été atteints mais toutes les enquêtes montrent l'aggravation des inégalités, de la pauvreté, de la misère.

Les rapports établis tant par Monsieur Koffi Annan, que ceux du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le mettent également en lumière.

C'est ce que dénoncent les initiatrices de la marche mondiale des femmes, ce qu'expriment les luttes des peuples contre le chômage, la misère, les revendications et les cris d'alerte d'associations de défense des droits de l'Homme, de l'Enfant.

Au moment même où les avancées des sciences et des techniques permettraient à l'humanité un réel progrès social, l'établissement de nouveaux rapports de coopérations, le développement des capacités, des savoirs et des connaissances de toutes et tous, les progrès enregistrés sont détournés pour accroître encore le profit d'une minorité au détriment des aspirations des peuples du Sud comme ceux du Nord.

L'augmentation du nombre de personnes vivant dans la pauvreté ; l'élargissement du fossé séparant les riches des pauvres au niveau national et planétaire est fondamentalement responsable de l'accroissement des conflits locaux et régionaux. L'analphabétisme demeure un fléau, les pays développés connaissent une recrudescence de l'illettrisme.

Les progrès d'égalité politique, des mesures concernant les discriminations à l'égard des femmes s'écrivent désormais dans les codes civils ou pénaux. Mais la féminisation

de la pauvreté, le développement de la précarité sont des faits incontestables. La mondialisation débridée des marchés jumelée à des pratiques patriarcales, a favorisé la montée des intégrismes religieux et conduit à cet appauvrissement, à la montée des ségrégations. Les femmes, les enfants, les jeunes sont les premières victimes des réductions des budgets sociaux.

Et le rapport du Secrétaire général des Nations Unies converge avec ce que nous dénonçons depuis des années. Il souligne la baisse des ressources consacrées à la coopération au développement, le fardeau de la dette « *notamment alourdie* », une libéralisation des mouvements de capitaux qui rend le monde plus vulnérable à des chocs financiers brutaux. Et les pistes de réflexions qu'il présente intéressent tous ceux qui agissent pour une mondialisation pour les êtres humains et non plus pour l'argent.

Ainsi, il est proposé notamment « *la réhabilitation du secteur public, de s'attaquer aux inégalités de revenus, de privilégier l'emploi "dans le secteur structuré" au lieu de s'appuyer sur la précarité des "travailleurs pauvres", le renforcement de la solidarité sociale par la protection sociale pour tous, le relèvement de l'aide publique au développement, l'accélération de l'allègement de la dette, la protection du développement local et de ses valeurs face à celles dominatrices et hégémoniques du marché* ».

Pour que ces objectifs deviennent réalité, il faut travailler à la transformation des instances internationales, redéfinir leurs missions dans la transparence et les placer sous le contrôle des citoyens. Ces orientations doivent notamment s'accompagner de calendriers de mise en œuvre, d'évaluations financières, et des moyens de dégager les financements nécessaires.

Si l'on ne veut pas que les constats assortis de déclarations d'intentions demeurent lettre morte, il faut mettre en cause les logiques capitalistes de la mondialisation actuelle, caractérisée par la mise en concurrence des peuples, des salariés, des agriculteurs entre eux, par la domination par les marchés financiers.

Les communistes français partagent le constat. Ils considèrent qu'il n'est pas fatal.

Ils s'engagent à amplifier les mobilisations et soumettent au débat des propositions pour éradiquer la pauvreté, vaincre les inégalités sociales, culturelles, politiques, économiques. Ils combattent le racisme et toutes les attitudes discriminatoires. Ils se sont engagés dans la construction d'un mouvement national pour faire reculer les inégalités.

Depuis le sommet de Copenhague il y a cinq ans, la mobilisation de tous ceux qui refusent d'être des laissés pour compte s'est considérablement amplifiée. Elle est faite de dénonciation, de résistance, et s'attache à construire des propositions alternatives pour chaque problème posé.

Ce mouvement international

interpelle les responsables politiques à tous les niveaux, dans toutes leurs instances, les dirigeants des institutions internationales, leurs experts. Il met en cause les dirigeants des entreprises de multinationales. Des solidarités commencent à s'organiser face à ces multinationales qui ont la prétention de décider par dessus les gouvernements et les institutions démocratiques.

ENSEMBLE, POUR LE DEVELOPPEMENT HUMAIN

De premières victoires ont été remportées. En atteste la mise en échec de l'AMI, de la conférence à Seattle de l'OMC, produit du refus combiné et contradictoire de larges courants d'opinion, des populations, des gouvernements des Etats du Sud, ainsi que de nombreuses ONG, des syndicats et associations. Dans le cas de l'AMI, ce sont des organisations de la société civile, des forces politiques progressistes et syndicales qui ont conduit le Premier ministre français à l'Assemblée répondant à Robert Hue à retirer la France des négociations.

Nombre de manifestations contre les licenciements, la précarité, les injustices sociales et discriminatoires sont révélatrices d'une recherche d'alternative à la logique libérale. Le sommet du G77 de La Havane, le rôle joué à nouveau par l'OUA, comme par les ACP concernant leur avenir, participent de cette même volonté.

Le Forum du Millenium qui a réuni du 22 au 26 mai à New York 1300 ONG d'une centaine de pays déclare à juste raison le droit à la sécurité pour chaque personne.

Le Sommet de Genève doit aussi en tenir compte. Il doit participer de cette mobilisation pour apporter des solutions aux questions essentielles posées à l'humanité : alimentation, habitation, avenir sanitaire de populations entières, éducation pour combattre les fléaux de l'analphabétisme et l'illettrisme, la pauvreté et la misère, contre l'esclavage sexuel et pour l'égalité des sexes, pour la promotion d'une culture de paix.



L'UNESCO doit disposer des moyens nécessaires pour assumer sa responsabilité dans l'effort de rénovation des systèmes d'éducation, de formation et de recherche.

POUR UNE ACTION PUBLIQUE RESOLUE CONTRE LES INEGALITES

Portée par les peuples, cette revendication conteste fortement la diminution des aides publiques au développement et le démantèlement des secteurs publics existants.

Des mesures alternatives tout à fait nouvelles doivent être décidées pour répondre aux enjeux actuels comprenant des modalités nouvelles de financement non spéculatif, de nouveaux pouvoirs pour les salariés, les citoyens, de nouveaux objectifs sociaux pour la création d'emploi, le progrès social, la formation, des institutions profondément démocratisées, renouvelées aux plans national, régional, international doivent naître du dialogue et du partage des expériences de tous.

L'amorce du financement des objectifs sociaux ambitieux déclinés à Copenhague et rediscutés à Genève est possible si l'on impose une taxation sur les opérations financières. Le produit de cette taxe (dite Tobin), dont le dixième (soit 0,05%) serait consacré au développement, devrait être géré par les agences compétentes des Nations Unies.

Nous proposons de construire des institutions capables de soumettre les marchés financiers à la volonté des peuples, d'exiger des multinationales qu'elles cessent d'ignorer les droits syndicaux à l'entreprise, les droits des pays où elles sont implantées, qu'elles acceptent et respectent le contrôle des travailleurs, leur mise en solidarité au-delà des frontières, qu'elles reconnaissent les droits des travailleurs migrants.

Au lieu du soutien conditionnel aux Etats en difficulté, de la déréglementation des marchés, le FMI doit être rénové pour impulser un nouveau crédit à taux bas pour inciter à la formation, à l'emploi, pour des projets locaux de développement notamment en équipement et en infrastructure. Cela s'appuierait sur la création d'une monnaie commune mondiale développant des Droits de Tirages Spéciaux du FMI. Cette création monétaire nouvelle permettrait d'envisager une revalorisation et une refonte de toute l'aide publique internationale.

Des services aussi essentiels pour l'humanité que l'éducation, la santé, la culture, l'eau, l'électricité, doivent être accessibles à tous. Il faut refuser qu'ils deviennent des marchandises comme le veut l'OMC. Cela nécessite aussi de refuser catégoriquement la brevetabilité du vivant. L'une des urgences en matière économique et sociale est de reconquérir des espaces publics face à l'offensive libérale actuelle.

ERADICHER LA PAUVRETE

Que l'on songe à l'accumulation des immenses fortunes de ceux qui opèrent sur les marchés financiers.

Ces fortunes ont été acquises par la spéculation boursière, sur l'abaissement des prix des matières premières, sur des centaines de milliers de licenciements consécutifs aux concentrations d'entreprises qui deviennent de plus en plus de puissants monopoles privés!

Ainsi, en 1998, les dix plus grandes entreprises du secteur des pesticides contrôlaient 85% d'un marché mondial pesant 31 milliards de dollars. Quant aux dix premières entreprises de télécommunications, elles s'arrogeaient 86% d'un marché de 262 milliards de dollars.

Les 200 personnes les plus riches au monde ont vu la valeur de leur patrimoine passer de 440 milliards de dollars en 1995 à 1 040 milliards de dollars en 1998 !

Les trois plus grosses fortunes du monde possèdent ensemble plus que le PNB total du groupe des pays les moins avancés, soit 600 millions d'habitants.

C'est là aussi que l'on peut trouver l'argent pour notamment revaloriser et refondre toute l'aide publique internationale afin que celle-ci serve dans la transparence les intérêts des populations et la cause du développement. Le non respect de l'engagement pris de verser 0,7% de leur PIB pour l'aide publique au développement par les grandes puissances occidentales, la mise en oeuvre de la ligne « Trade not Aid » de Clinton sont responsables des aggravations dénoncées. Toutefois, l'aide publique même en chute libre demeure souvent la principale ressource pour les pays les moins avancés. Mais cette aide publique doit être réorientée. Elle sert beaucoup trop à ouvrir la voie aux investisseurs privés et à leur sécurisation, contribuant ainsi à spécialiser davantage chacun des pays sur des créneaux de production pour l'exportation en fonction des besoins du "marché mondial". C'est intolérable!

Le Parti communiste français propose l'annulation de toutes les dettes et la fin du système même de l'endettement. Il faut sortir du cercle vicieux de l'endettement en prenant en compte les causes structurelles d'un système qui enfonce les pays endettés dans des rapports de dépendance et de pillage. Mettre un terme au sous développement appelle une modification profonde des termes de l'échange, notamment en sortant les matières premières des marchés boursiers. Les ressources financières de la banque mondiale doivent être mobilisées. Les missions de celle-ci réorientées.

Nous militons donc pour un nouveau type de coopération internationale pour le développement dans l'intérêt réciproque des populations du Nord et du Sud, sans laquelle le développement social pour tous à l'heure de la mondialisation ne peut exister.

Ces « coopérations coopératives » doivent être fondées sur le respect des intérêts et de la souveraineté de chaque partenaire, sur leur aspiration commune à créer les conditions d'un développement durable, soucieux de satisfaire les besoins de chaque peuple, responsable des ressources de la planète.

Nous agissons tout à la fois pour l'application d'une préférence communautaire renforcée dans le cadre de l'Union Européenne et pour le même type de dispositions pour tous les autres ensembles régionaux qui le décident dans le cadre du « système généralisé de préférences ». En effet, le libre-échange intégral aggrave les inégalités et va à l'encontre de vraies coopérations entre les peuples.

Tout en approuvant l'essentiel des constats, des analyses et les priorités d'actions du Sommet de Genève, le PCF estime donc qu'il faut changer l'architecture financière internationale. Une réorientation de l'argent est indispensable.

REPONDRE AUX BESOINS PRIORITAIRES

Ceux-ci concernent :

→ **L'alphabétisation et la formation technique de base.**

Il s'agit bien d'un droit fondamental. Sans cela, rien ne peut être mis en oeuvre par les peuples eux-mêmes. Un effort systématique de rénovation des systèmes d'éduca-



Le droit à la sécurité pour chaque personne passe par la lutte contre les inégalités et la pauvreté partout dans le monde.

tion-formation-recherche sous la responsabilité de l'UNESCO est tout aussi indispensable.

Cette mesure va de pair avec la nécessité de combattre l'illettrisme dans les pays du Nord. Elle s'inscrit dans une perspective plus globale de sécurité d'emploi et de formation tout au long de la vie.

➔ **Le droit à la santé pour tous doit redevenir une réelle priorité.**

C'est une urgence : l'épidémie du Sida progresse, rien n'est fait contre les maladies tropicales dont le paludisme, des maladies dites de la pauvreté comme la tuberculose réapparaissent jusque dans les pays riches. L'industrie pharmaceutique ne s'intéresse pas à des maladies qui touchent pourtant 90% de la population. Cette dernière n'étant pas solvable! Céder quelques médicaments à bas prix ne règle rien. Il faut une réelle coopération, depuis la recherche médicale jusqu'à la production pharmaceutique, la formation des professionnels, l'éducation à la prévention. L'exception aux règles de la propriété intellectuelle des médicaments en cas d'épidémies (Sida) doit être utilisée pour créer, développer, améliorer une industrie pharmaceutique de qualité dans les pays du Sud. C'est possible immédiatement.

➔ **Le développement de l'agriculture et de l'agro-industrie pour atteindre l'autosuffisance alimentaire.**

Cela implique notamment de faire respecter le droit des peuples à se nourrir eux-mêmes et de combattre toute stratégie visant à utiliser l'alimentation comme une arme. Dans ce cadre, il est indispensable de faire cesser la pression des multinationales pour abaisser sans cesse les prix agricoles à la production. Au contraire, il faut revenir à des prix minima de base pour les petits et moyens producteurs, impulser une agriculture paysanne respectant les particularités territoriales, les modes alimentaires, favoriser des systèmes de préférence généralisée, par groupe de pays, afin d'impulser de réelles coopérations et démanteler les systèmes de mise en concurrence des agricultures entre elles. Dans le cadre de la guerre économique, laisser la possibilité aux pays d'utiliser le système de clause de sauvegarde quand ses intérêts vitaux sont menacés. Il est également nécessaire de favoriser des transferts technologiques vers les pays du Sud, ainsi que des travaux d'irrigation maîtrisée

pour favoriser les autosuffisances alimentaires.

➔ **Le développement des technologies de l'information et de la communication et son corollaire son droit d'accès pour tous.**

Il n'est pas acceptable que ces nouvelles possibilités soient accaparées par de véritables oligopoles mondiaux qui peuvent ainsi régir toute la vie de la planète. Le progrès des connaissances, les possibilités d'échanges, doivent véritablement être mis au service de tous.

Les multinationales ont des devoirs à assumer en la matière, un code de conduite international contraignant doit être imposé tenant compte de l'intérêt général.

➔ **Le développement des infrastructures nationales et leur raccordement au plan régional : les routes, le rail, l'irrigation,**

l'électricité (combinant selon les usages, toutes les formes d'énergie : solaire, éolienne, charbon, atome, pétrole, gaz). Par exemple, il y a beaucoup, selon les zones, de charbon, d'uranium, de pétrole et de gaz - en Afrique comme en Asie et en Amérique Latine. Mais peu ou pas d'industries de transformation et d'utilisation. Des moyens technologiques doivent être mis à disposition en coopération afin que ces énergies se développent sans pollution.

On peut combiner la construction de routes entre villes-villages et entre les villages eux-mêmes avec l'installation simultanée de lignes électriques, de lignes ferroviaires, de lignes de télécommunications, des réseaux d'irrigation.

Ces mesures permettront d'endiguer l'exode rural dû à la pauvreté.

Dans ces buts, l'organisation de coopérations coopératives entre entreprises publiques, mixtes ou privées favorisées par le crédit, la fiscalité, les prélèvements obligatoires, des nouveaux pouvoirs d'intervention des travailleurs doivent être systématiquement impulsées pour permettre à chaque pays d'accéder à toutes les technologies y compris les plus modernes. Le rôle trop souvent sous-estimé des associations d'immigrés qui constituent un réseau non négligeable d'une dynamique de développement économique, social et culturel de leur pays doit être reconnu.

Il s'agit bien de prendre les décisions qui permettent de sortir du registre des bonnes intentions proclamées mais jamais mises en œuvre.

➔ **Le droit de vivre en sécurité** passe par l'interdiction des armes nucléaires, le bannissement du commerce des armes et une substantielle réduction des dépenses militaires mondiales.

L'activité du crime organisé est estimée à 1 500 milliards de dollars par an. La répression doit être renforcée : confiscation des capitaux concernés, pénalités lourdes pour les institutions financières impliquées...

La lutte contre le blanchiment de l'argent sale issu du trafic de drogue et de personnes comme de toutes les formes de corruptions implique d'obtenir la levée du secret bancaire et la transparence des mécanismes financiers. Les paradis fiscaux édifiés par les Etats les plus riches qui servent aussi à cacher les profits des multinationales doivent être supprimés.

→ **Le droit à l'information et la transparence** sur les relations et la gestion des entreprises en réseau international est encore à conquérir. Réglementer au plan international n'est pas suffisant.

Un contrôle et une intervention directe par les peuples, leurs élus et gouvernements sur les gestions des multinationales sont nécessaires. Il s'agit de favoriser les interventions concertées des organisations syndicales et d'institutions de contrôle à créer dans chaque pays en convergence entre eux, permettant une autre organisation internationale du travail.

Nous proposons la création au niveau de l'ONU d'une institution de suivi des gestions des grandes firmes multinationales et de coordination des coopérations internationales avec des exigences de partenariat au développement.

Ainsi au-delà du nécessaire contrôle parlementaire des délégations étatiques, des institutions internationales, des interventions civiques au sein même du processus de délibération devraient être organisées.

Accélérer la réforme de toutes les instances internationales pour plus de démocratie et de transparence. Et en premier lieu, cela doit concerner la Banque mondiale où les 29 pays de l'OCDE disposent des deux tiers des voix et le FMI où 5 pays (Etats-Unis - premiers actionnaires du Fonds, Grande Bretagne, France, Allemagne et Japon) en détiennent 44 %. D'une façon générale, dans toutes les institutions internationales, devrait être appliquée la règle onusienne d'une nation/une voix au lieu d'un dollar/une voix. Dans la perspective d'une démocratisation et d'une refonte plus

fondamentale des institutions, la France et l'Union européenne doivent dès maintenant être plus actives face aux Etats-Unis.

Pour faire entendre la voix des peuples, le rôle prééminent doit être donné à l'Assemblée générale des Nations Unies.

Les agences et institutions qui contribuent au développement humain: CNUCED, PNUD, PNUE, OIT, OMS, FAO, UNICEF, ONUDI, ONUSIDA, HCR, UNESCO devraient être revitalisées en leur donnant plus de moyens, plus de pouvoirs.

La démocratisation de l'ensemble des structures de l'ONU, y compris du Conseil de Sécurité, est une nécessité pour progresser. Cette démocratisation doit être articulée avec le droit de contrôle des assemblées élues.

*
* *

La mondialisation capitaliste n'est pas une fatalité. Elle appelle des débats politiques sur des solidarités planétaires. Les résistances à l'œuvre depuis 1990 l'ont déjà contrainte à des reculs - même si cela est encore insuffisant: le mouvement social de 1995 en France, le Sommet de Rio avec l'Agenda 21, celui de Copenhague, de Pékin sur les femmes, la mobilisation victorieuse contre l'AMI, contre l'OMC à Seattle, les rassemblements anti-Davos en Suisse, anti-FMI et Banque mondiale aux Etats Unis ... L'expression du mouvement syndical et plus largement social, les luttes politiques des forces progressistes sur tous les continents affirment toujours plus une volonté de solidarité internationale.

La France ne manque pas d'atouts (diplomatiques, comme membre du Conseil de Sécurité ; financiers comme un des principaux contributeurs de l'Aide Publique au Développement - même si il ne tient pas l'engagement d'y consacrer 0,7% de son PIB, et par sa présence au FMI, à la Banque Mondiale) -. Elle ne manque pas non plus d'expérience (que l'on songe au savoir-faire de la SNCF, du CEA et de l'EDF ou encore du BRGM, de l'IRD ex ORSTOM, de l'INRA, de l'INSERM, de l'Institut Pasteur, des agences de l'eau...).

La présidence française de l'Union européenne dans les six prochains mois doit se saisir de ces enjeux pour entamer le chantier du développement social pour tous, à l'heure de la mondialisation.

A cette fin, faire de l'Europe un projet social, économique et culturel concret, mobilisateur, au service des besoins des peuples doit aider à la réalisation du développement durable.

C'est dans ce contexte que nous apportons notre contribution. Le rassemblement de Genève doit être une étape significative du rassemblement pour la construction de politiques alternatives à celles imposées par les marchés financiers et les puissances dominantes.

Le Parti communiste français est actif dans cette mobilisation des peuples qui veulent décider de leur avenir, être maîtres de leur devenir. Il fera tout pour créer un rapport de forces du local au mondial favorable aux peuples pour transformer cette mondialisation. ■

